

Mario Albertini

Tutti gli scritti

VIII. 1979-1984

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

Rapport politique au XII^{ème} Congrès de l'Uef (Cologne, 7-9 décembre 1984)

Chers Amis,

d'habitude, dans les discours politiques, on parle beaucoup des buts et très peu des moyens. Mais là où une véritable volonté de progrès existe, on parle surtout des moyens, ainsi que de la situation historique à laquelle il faut les appliquer. C'est à partir de ce point de vue que je voudrai esquisser le profile d'une Uef capable de se battre pour les deux transformations de l'Europe qui sont maintenant à la fois possibles et nécessaires: *l'Union européenne et le renforcement de l'Ecu*, c'est-à-dire la monnaie européenne; bien entendu, par l'expression *Union européenne*, on évoque une véritable capacité de décision au niveau européen (et donc une présence efficace de l'Europe dans le monde) et avec l'idée de *l'Ecu* on rappelle au gens qu'il est impossible de faire une politique monétaire nationale et une politique économique européenne. La monnaie européenne constitue donc le préalable indispensable pour réaliser l'unité du marché commun en tant que véritable marché intérieur, ainsi que pour mener une politique industrielle efficace dans le secteur des nouvelles technologies et pour combattre le chômage, principalement pour les générations montantes.

Il est évident que ces deux objectifs – ces deux moyens dont l'Europe a besoin – sont liés. On ne peut pas concevoir une Union européenne sans une monnaie européenne ni une monnaie européenne sans une Union européenne. Mais il est un fait que, jusqu'à un certain point, on peut poursuivre ces deux objectifs avec des actions séparées et que, d'autre part, on peut mieux faire comprendre aux citoyens la situation réelle de l'Europe en posant les deux problèmes: celui d'une véritable capacité européenne de décision et celui de la monnaie européenne. Il faut encore dire, et expliquer, que ces deux objectifs sont prioritaires par rapport à

n'importe quel objectif national car la dimension des problèmes économiques et sociaux majeurs devient de plus en plus européenne et mondiale. A cet égard, un bref commentaire s'impose.

Au fur et à mesure que le temps s'écoule (aussi quant à la possibilité de faire l'Europe: combien de temps avons-nous encore?) la nécessité de l'unité de l'Europe devient toujours plus pressante. D'une façon concrète et pas seulement idéale (et dans ce cas, toute l'histoire de l'Europe est concernée) cette nécessité a été comprise pour la première fois pendant et après la première guerre mondiale. Il est très utile de souligner qu'une composante franco-allemande était déjà présente dans la compréhension de cette nécessité et dans l'action qu'elle a engendrée – celle d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann. On peut certainement dire que les derniers actes de la vieille Europe – l'Europe divisée par rapport à la formation de la volonté politique – ne peuvent qu'avoir un caractère franco-allemand très marqué, tandis que les premiers actes de la nouvelle Europe – les premiers pas sur la voie de son unité constitutionnelle – ne peuvent qu'être tout-à-fait européens. C'est ce qui s'est passé avec le droit de vote reconnu à tous les européens et qui se passe maintenant avec le projet d'Union européenne avancé par le Parlement européen.

La réalité d'aujourd'hui a vu s'ajouter au pouvoir national, qui vient du passé, les premiers pas du pouvoir européen, qui trouve sa source dans la nécessité d'affronter l'avenir. En revenant donc à mon commentaire historique, je voudrais évoquer la conséquence du fait que la première bataille pour l'unité européenne a été perdue: la conséquence est très claire. Il suffit de garder présent à l'esprit l'enchaînement des événements pour en établir la conséquence: le fascisme, qui s'était déjà emparé de l'Italie, s'est emparé aussi de l'Allemagne. Il faudrait toujours le rappeler à tous ceux qui s'opposent encore à l'unification véritable – et donc fédérale – de l'Europe, en précisant que la cause réelle, historiquement déterminée, du fascisme – et par cela même de la deuxième guerre mondiale – résidait dans la division de l'Europe. La Résistance en a eu l'intuition, elle a été en grande partie européenne. Et sur cette base, ainsi que sur celle de la noble impulsion des Usa – qui n'ont pas misé sur la maxime de la domination: *divide et impera* – on a finalement commencé à bâtir l'Europe.

C'était, pour ainsi dire, une imposition de l'histoire. Après la deuxième guerre mondiale ce que les premiers européens engagés dans la bataille pour l'unité avaient prévu pour l'Europe divisée, était alors une réalité. N'importe qui pouvait, à partir de ce moment là, constater que l'histoire avait changé de cap. Ce qu'on appelle aujourd'hui le leadership dans les rapports entre les états se trouvait dès lors ailleurs. Les grandes décisions mondiales de portée historique n'étaient plus dans les mains des puissances européennes – les puissances d'antan – mais dans les mains des Usa et de l'Urss qui – ce n'est pas un hasard, il faut le souligner – donc des *Unions*, des Unions d'états et de nationalités. En effet, l'Union, l'état composé par des états, est la seule forme étatique qui soit à la mesure de notre temps, et du temps à venir, si on a partout des Unions et si, sur la base de ces piliers, on peut élever un jour l'édifice de la paix et du désarmement: la fédération mondiale.

Ici à Cologne, ville d'Allemagne et d'Europe, il est de mon devoir de rappeler que ce grand tournant de l'histoire européenne et mondiale – la fin du système européen des états et la naissance du système mondial – a trouvé son interprète dans le grand savant allemand Ludwig Dehio, que nous avons beaucoup étudié, et essayé de faire connaître en Italie, tout comme nous avons étudié et essayé de faire connaître les grands fédéralistes (ou pré-fédéralistes, la question est ouverte) anglais des années trente et du début des années quarante. A mon avis, celui qui n'a pas lu *Equilibre ou hégémonie* (*Gleichgewicht oder Hegemonie*) ou les grands essais tels que celui sur l'agonie du système européen, ne peut pas avoir un sentiment exact de notre passé, de notre présent et de notre futur. Il faut y réfléchir car c'est dans cette inconscience historique que se trouve la source de l'incertitude croissante de la pensée politique contemporaine: on voudrait même dire, à la façon de Julien Benda, la source de la trahison de tant de clercs, qui encore aujourd'hui, surtout dans la gauche, continuent de tromper le peuple avec les mensonges du nationalisme, plus ou moins masqué.

La fin du système européen des états est, en effet, la cause ultime et véritable de l'unification européenne en cours. En Italie, nous avons appelé cela la fin du système européen des états, en

adaptant l'idée à chaque état, *eclipse de la souveraineté nationale*, pour frapper les esprits et pour faire comprendre que la renaissance des nations est toutefois possible avec l'unité de l'Europe. Pour placer ces événements dans le cours de l'histoire, qui en établit le sens, il est peut-être utile de rappeler que l'Europe, une fois arrivée à ce point, s'est trouvée confrontée au même choix absolu qui avait été à l'ordre du jour en Allemagne et en Italie au dix-neuvième siècle ; ou bien l'unité – le grand marché pour le bien-être et la grande dimension étatique pour la sécurité – ou bien la décadence historique. Mais dans cette Europe qui ressemble à l'Italie et à l'Allemagne du début du dix-neuvième siècle (lorsque Hegel écrivait: l'Allemagne n'est plus un état) l'unification traîne, et nous en sommes encore à la fatalité des prévisions sur les conséquences de la division de l'Europe qui deviennent avec le temps la réalité de l'Europe sans unité. Dans les années quarante, c'était la décadence historique – après la décadence politique – qui était devenue prévisible. Eh bien, aujourd'hui nous savons parfaitement où elle se manifeste et de quoi il s'agit car la décadence a commencé. Aujourd'hui on la constate, la presse en parle, et des livres, tels que celui de Michel Albert (*Un pari pour l'Europe*), l'expliquent avec la «non-Europe», c'est-à-dire l'Europe qui n'existe pas en tant qu'entité politique.

Tout le monde sait que la décadence c'est le retard de l'Europe par rapport au Japon et aux Usa pour ce qui est des nouvelles technologies et de la construction du monde de demain. On en parle déjà comme du déplacement du centre de la vie historique de l'Atlantique au Pacifique, et dans certains milieux politiques on n'hésite pas à dire très ouvertement qu'il s'agit du déclassement définitif de l'Europe et du commencement de la primauté du Pacifique. Donc l'ensemble de l'humanité, et non pas seulement l'Europe, est en cause. Dans l'ère qui est désormais la nôtre, celle de la puissance technologique et du risque nucléaire il faut absolument s'acheminer vers la paix avec un ordre mondial sans hégémonie, et le temps presse.

L'Europe peut servir à cela si, avec son unité, elle devient capable de passer de la protection américaine à l'égal partnership souhaitée par Kennedy. L'Europe peut bien servir à cela car elle en a la vocation. C'est son histoire. Elle sait ce que signifie l'hégé-

monie car elle a toujours dû la combattre; tout comme elle sait, d'autre part, ce qu'est l'équilibre – la liberté des nations – car elle a toujours réussi à le maintenir. Et c'est justement dans le cadre de cet équilibre, de cette liberté, de ce pluralisme, qu'elle a pu développer les formes modernes de la pensée – la science, la connaissance de l'état, de la politique et de la société etc. – qui sont en train de devenir les formes mêmes de la pensée mondiale. C'est pour toutes ces raisons, et pas uniquement pour des raisons internes, que l'Union européenne est l'impératif de l'heure.

Dattiloscritto.